

Crise de la dette publique

**UNION DES ENTREPRISES
MEDEF BRETAGNE**

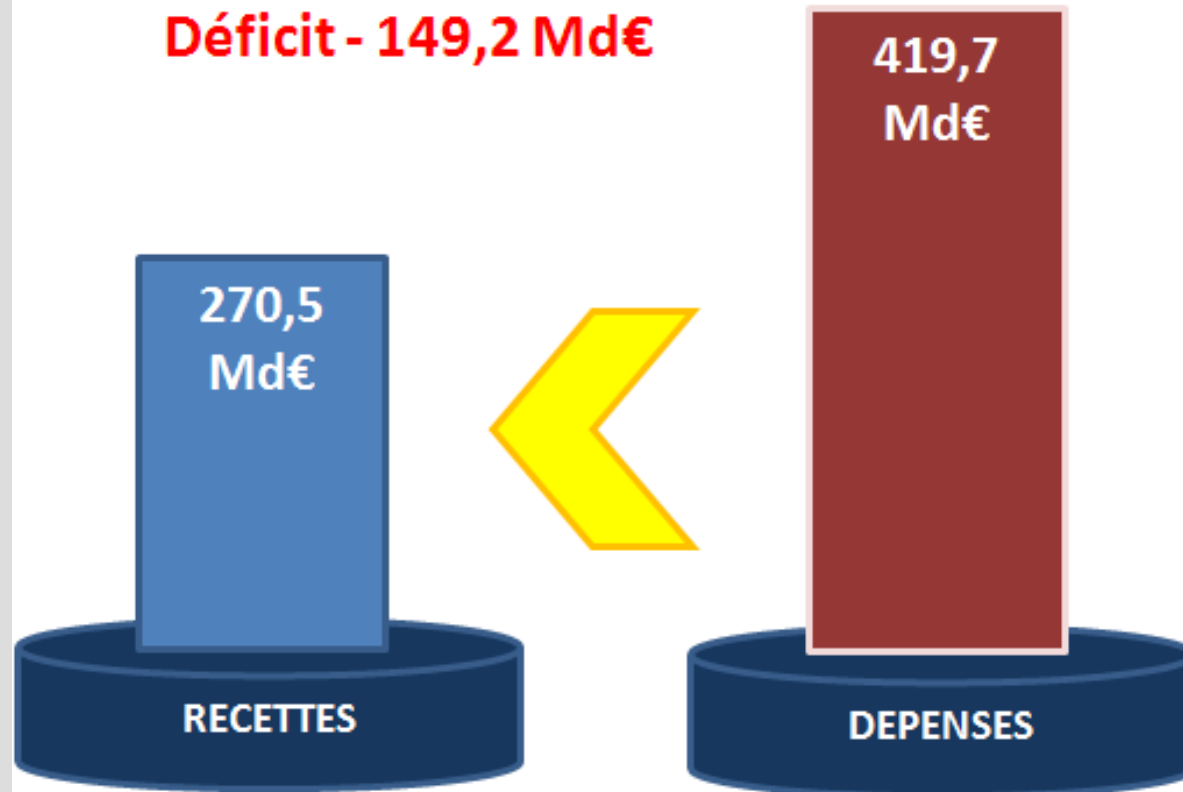


Mouvement
des Entreprises de France
MEDEF Bretagne

Le budget de l'Etat

2010

Déficit - 149,2 Md€



Depuis plus de 30 ans, le budget de l'Etat **est systématiquement en déficit**, ses dépenses sont supérieures à ses recettes.

Pour 2010, le déficit représente **55 % des recettes.**

Pour financer son déficit, l'Etat doit emprunter sur les marchés financiers et donc **s'endetter.**

Le budget de l'Etat

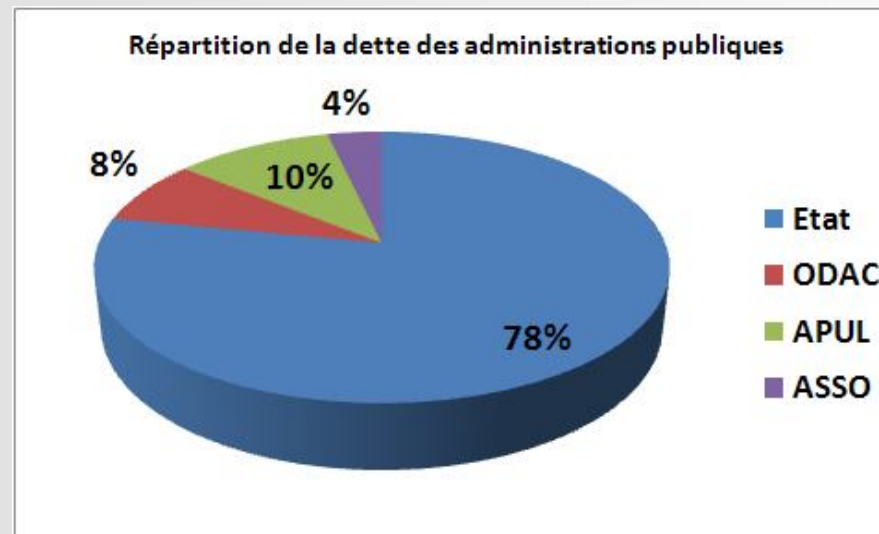
L'impact de la crise sur le déficit public

Le déficit public était déjà très important en 2008 : **64,7 Md€ soit 3,3 % du PIB**

Il a considérablement augmenté en 2009, principalement du fait de la crise. Il a atteint un niveau sans précédent : **143,8 Md€ soit 7,5 % du PIB**

Qu'est-ce que la dette publique ?

En 2010, la dette publique de la France sera de
l'ordre de 1 600 Md€ **soit 83,2 % du PIB**



ODAC : organismes divers d'administration centrale

APUL : administrations publiques locales

ASSO : administrations de sécurité sociale

FRR : fonds de réserve des retraites

CADES : caisse d'amortissement de la dette sociale

Qu'est-ce que la dette publique ?

**La dette de l'Etat représente
5 années de recettes budgétaires.**

- Dette Etat : 1 300 Mds euros
- Recettes Etat : 270 Mds euros

Une spécificité de la dette publique

- Les acteurs économiques (entreprises, ménages) qui empruntent intègrent dans leur équilibre budgétaire **le remboursement du capital**
- **Pour l'Etat, la règle est différente** : l'Etat n'intègre pas le remboursement du capital
 - ↳ *L'Etat ne peut pas mourir (ou s'il venait à disparaître, ce serait après ses créanciers)*
- ***Lorsqu'un emprunt arrive à échéance, l'Etat réemprunte concomitamment.***

Une gouvernance par l'emprunt

- L'emprunt est très peu contraignant puisque l'Etat est exempté de rembourser le capital (il rembourse le capital en réempruntant concomitamment)

- Les gouvernants depuis 30 ans présentent des budgets déficitaires et s'abstiennent de maîtriser la dépense publique

- Le déficit est financé par l'emprunt qui « ne coûte que les intérêts »

Deux inconvénients majeurs

□ La dette devient incompressible en valeur

Réduire la dette de l'Etat : **il ne s'agit pas de réduire son montant** mais le ratio dette / PIB.

□ La pérennité de l'Etat est menacée

↪ *Charges de la dette = 43 Md€*

IR = 56,0 Md€

↪ *Les taux d'intérêt sont actuellement bas, s'ils venaient à augmenter de 30 %, 50 % voire doubler*



Peut-on blâmer les marchés ?

□ Les Etats empruntent sur les marchés pour financer leurs déficits

Taux d'intérêt: **confiance des créanciers** en l'emprunteur.

↪ *Spread de la France*

Mai 2010. L'obligation d'État française à dix ans affiche un taux d'intérêt de 3,08 % contre 2,73 % pour le Bund allemand.

↪ *Spread de la Grèce*

Mai 2010. Le taux d'intérêt long terme de la Grèce est 7,97 %.

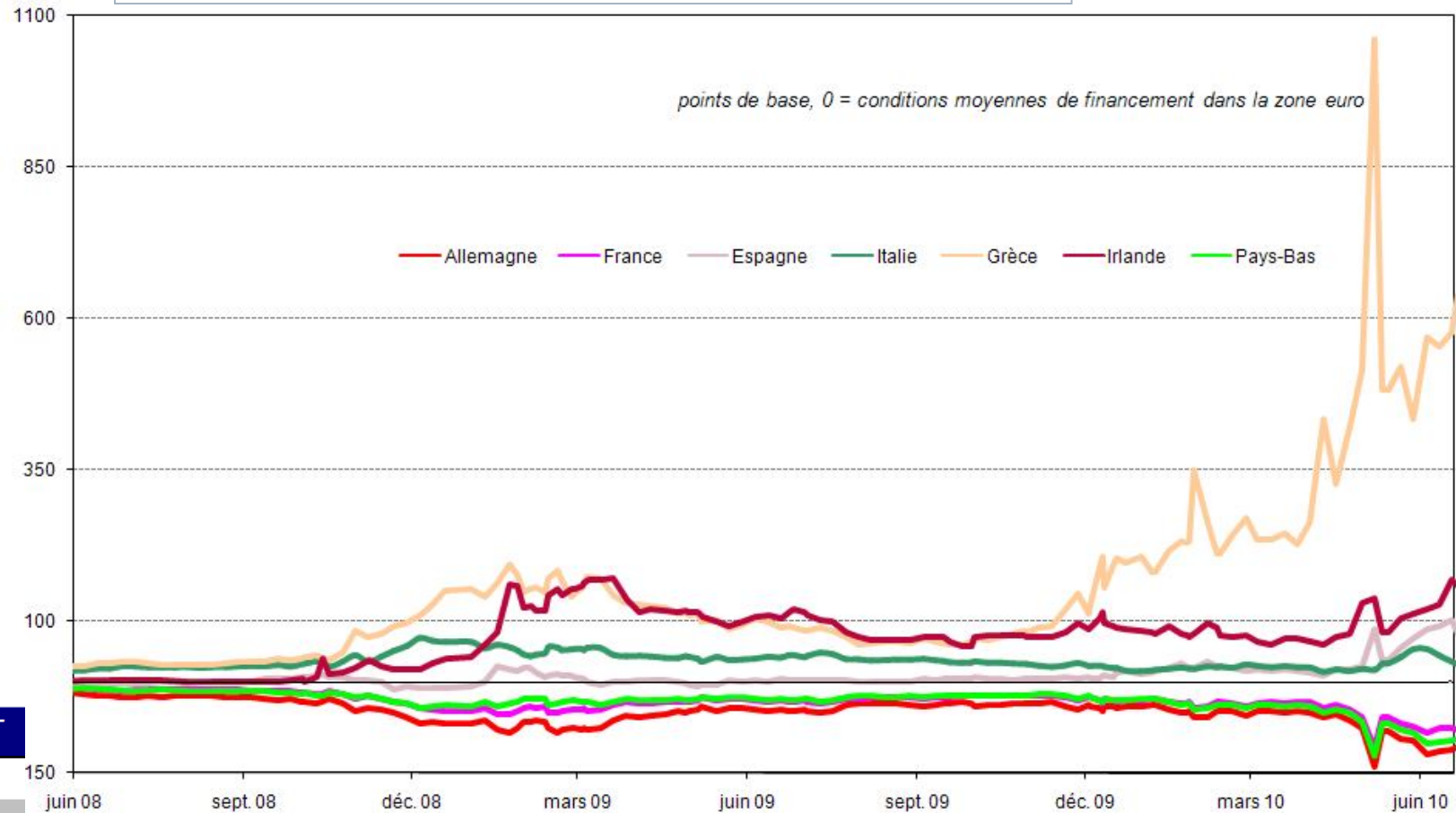
*Les marchés ont perdu confiance dans la Grèce :
dette publique / PIB, perspective de croissance faible, déficit
public = 14 % du PIB*



Peut-on blâmer les marchés ?

Au 21/06/2010.

Spread de la France /pays



Source : Agence France Trésor.

Les marchés ont-ils été immoraux?

- On ne prête son argent que si on estime que l'emprunteur sera en mesure de rembourser
 - ↳ *Situation économique de la Grèce : interrogation légitime*

- L'immoralité est du côté des Etats (et de leur population)
 - ↳ *Ils ont cumulé pendant des années des budgets déficitaires financés par l'emprunt*
 - ↳ *Au détriment des générations futures*
 - ↳ *En France, les intérêts d'emprunt représentent 6 fois le budget de la justice*

La crise grecque : une occasion de changer ?

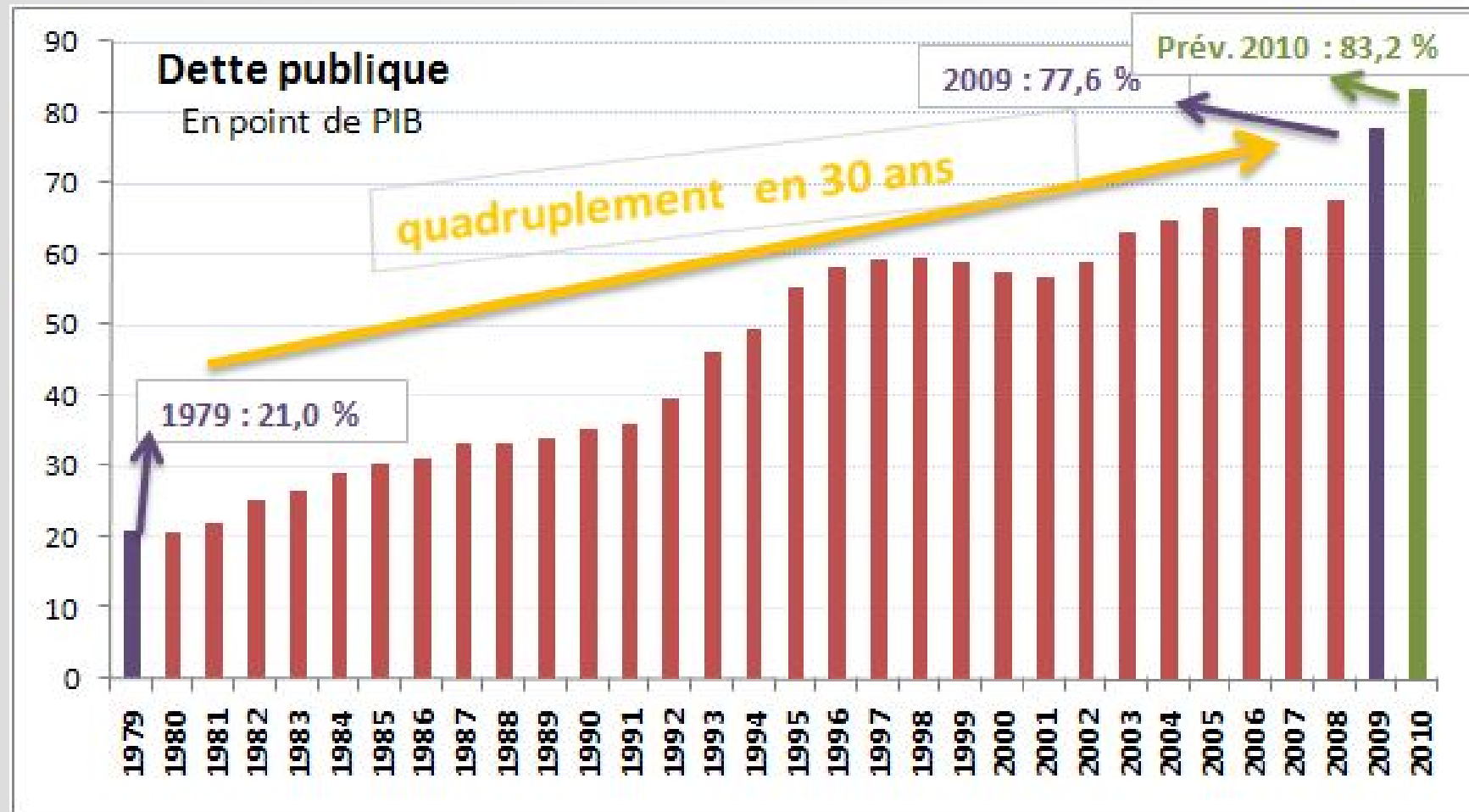
- Depuis les années 80, la France génère beaucoup de déficits publics

↪ *Ratio dette publique / PIB*

1980	1990	2000	2008	2009	2010p
20,7 %	35,2 %	57,3 %	67,5 %	77,6 %	83,2 %

Nous sommes sur la pente grecque

La crise grecque : une occasion de changer ?




160 % du PIB en 2020 si rien n'est fait ?

La crise grecque : une occasion de changer ?

- Il est urgent de réduire la dépense publique.
Dans quelle proportion ?**
 - Dépense publique : 52 % du PIB. La réduire de 5 points de PIB, revient à la contracter de 10 %, soit 100 milliards d'euros.
- Faudra-t-il en parallèle augmenter les prélèvements ?**
- La crise grecque : une occasion unique de changer les mentalités**

Avec l'euro : ni de dévaluation, ni d'inflation.

	FREIN
Japon	Dévaluation
Royaume-Uni	Dévaluation
Etats-Unis	Dévaluation
France Allemagne	

Une maîtrise des dépenses publiques à contre temps ?

- **Nous faisons du Keynes quand il ne faut pas en faire et nous n'en faisons pas quand il le faudrait !**
- ↪ *Depuis 30 ans, relance permanente par la dépense publique*
- ↪ **2010-2011 CRISE : BESOIN** de maintenir les dépenses publiques pour soutenir l'activité
- ↪ *La dette publique est à un tel niveau que*
**NOUS NE POUVONS PLUS MAINTENIR
NOTRE NIVEAU DE DEPENSE PUBLIQUE**

Les conséquences sur la croissance

□ Les 3 moteurs de la croissance

INVESTISSEMENT des entreprises	EXPORTATIONS	CONSOMMATION des ménages
<p>Reflet de la CONFIANCE des ENTREPRISES DANS L'AVENIR</p> <p>Prépare la croissance future, les gains de productivité, les emplois de demain</p>	<p>Reflet des PERFORMANCES ECONOMIQUES</p> <p>Résultante de la compétitivité des entreprises notamment industrielles</p>	<p>Reflet de la CONFIANCE des MENAGES DANS L'AVENIR et de leur pouvoir d'achat</p> <p>Résultante des performances économiques des entreprises</p>

Les conséquences sur la croissance

□ Un modèle VERTUEUX

INVESTISSEMENT des entreprises	EXPORTATIONS	CONSOMMATION des ménages
1	2	3

↳ *Dans un modèle vertueux, la consommation est la résultante, la conséquence heureuse des performances économiques des entreprises, notamment industrielles.*

Les conséquences sur la croissance

□ En France

CONSOMMATION des ménages		IMPORTATIONS
1	+	2

- ↳ *La consommation : moteur unique de la croissance (SMIC, traitement des fonctionnaires, minima sociaux)*
- ↳ *Des dépenses ne résultant pas des performances économiques mais des emprunts sur les marchés financiers*
- ↳ *Au mépris de la préparation des entreprises à affronter la concurrence internationale*

Les conséquences sur la croissance

□ En France

↳ **Nous avons privilégié**

- le Consommateur sur le Producteur,
- les Ménages sur les Entreprises,
- les Importateurs sur les Exportateurs,
- la Redistribution et les Loisirs (35H payées 39) sur le Travail (la production),
- la Dette et l'Emprunt sur la Baisse des Dépenses Publiques.

Les conséquences sur la croissance

□ Aujourd'hui le réveil est brutal

Compétitivité



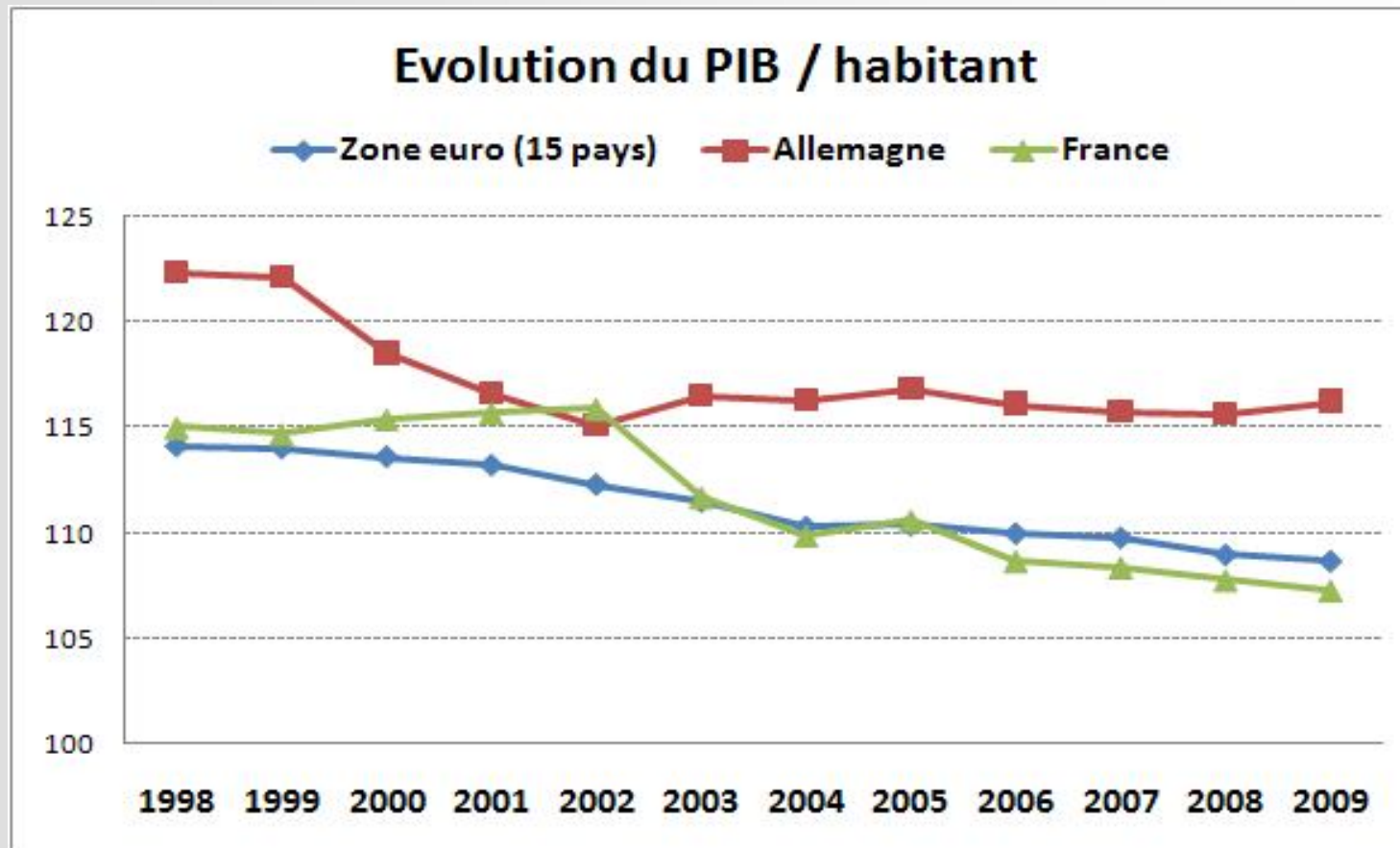
Investissements



Les conséquences sur la croissance

□ Aujourd'hui le réveil est brutal

Le PIB/habitant de la France est inférieur à celui de la zone Euro.



Les conséquences sur la croissance

□ Aujourd'hui le réveil est brutal

Le niveau des dépenses publiques de personnel constitue un enjeu majeur pour l'équilibre des finances publiques

Entre 1980 et 2007, le nombre d'agents publics a augmenté de 36,3 % quand l'emploi privé a augmenté de 16,4 % (population + 18,3 %) :

- Fonction Publique d'Etat : + 14,3 %
- Fonction Publique Territoriale : + 71,2 %
- Fonction Publique Hospitalière : + 54,3 %

Une économie budgétaire annuelle de l'ordre de 42 Md€ en 2010 si l'emploi public avait eu une progression équivalente à celle du privé en 1980 et 2007

Les conséquences sur la croissance

- **La confiance dans l'avenir est fortement altérée**
- Mais si les agents économiques constatent **une reprise en main et un assainissement tendanciel des finances publiques, et une politique de l'offre** telle que celle menée par l'Allemagne depuis 1996, **ils peuvent retrouver une forte confiance dans l'avenir.**

□ Difficile à engager

↳ Une partie de l'opinion considère qu'une politique de réduction de la dépense publique est une politique visant à accroître les inégalités sociales.

↳ Le Canada nous a prouvé le contraire.

Une politique de maîtrise des dépenses publiques

- **L'exemple du Canada** : Le Canada a engagé une forte démarche de baisse de la dépense publique dans les années 90. Il a ensuite connu un regain de confiance, les investissements sont repartis.
La croissance fut au rendez-vous et la proportion de familles pauvres est passée de 11 % à 8 %, près de 30 % en moins !

